

N° 5226<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI****relatif à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt  
du Centre de Recherche Public-Santé à Luxembourg**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(16.3.2004)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 1er octobre 2003.

Le projet, élaboré par la ministre des Travaux publics, était accompagné d'un exposé des motifs et d'une partie technique comprenant les plans de construction et le devis estimatif des dépenses y relatives ainsi que de la fiche financière prévue à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

L'autorisation légale demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

\*

Le Centre de Recherche Public de la Santé (CRP-Santé) a été institué sur base de la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public (art. 7) et du règlement grand-ducal du 18 avril 1988 portant création d'un centre de recherche public auprès du Laboratoire national de santé. Ses missions principales sont, entre autres, de stimuler et entreprendre des activités de recherche et de développement, réaliser des activités de transfert de technologies entre les secteurs public et privé.

Le projet de loi sous avis a pour objet la construction d'un bâtiment regroupant sur le terrain situé derrière le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) toutes activités du CRP-Santé. Le bâtiment projeté sera organisé en fonction de ces activités et divisé en quatre entités: les laboratoires de recherche, les bureaux des chercheurs, les bureaux administratifs des différentes entités ainsi que les salles de conférences, cafétéria, bibliothèque et fitness. Le programme de construction prévoit enfin les installations sanitaires, électriques et de chauffage, de climatisation et de ventilation ainsi que des installations techniques spécifiques (cuisine, centrale à air comprimé, azote liquide, ...) nécessaires au fonctionnement correct des activités scientifiques et administratives projetées.

Enfin, le programme de construction prévoit la mise en place d'énergies renouvelables par un système garantissant la récupération d'eau pluviale et le refroidissement adiabatique de l'air.

\*

Quant à la dépense totale occasionnée par les travaux et autres équipements couverts par le présent projet de loi, il est évident qu'elle ne peut dépasser la somme de 73.000.000.- euros, sans préjudice de l'incidence des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux. De ce fait, tout dépassement du devis estimatif doit faire l'objet d'une autorisation par voie législative.

Tout en appréciant la distinction opérée par les auteurs du projet entre, d'une part, le coût total des dépenses et, d'autre part, la partie du coût total qui est réservée aux équipements spéciaux, le Conseil d'Etat est toutefois à se demander si une telle démarche ne se révélera finalement pas trop contraignante dans la pratique.

Les dépenses prévues sont imputables sur les crédits du Fonds d'investissements publics administratifs.

\*

Le Conseil d'Etat, vu la nécessité d'une recherche médicale et biomédicale au Grand-Duché de Luxembourg, marque son accord avec le projet de loi dont le texte donne lieu aux observations suivantes:

#### *Intitulé*

Contrairement au libellé de l'intitulé du projet figurant sur sa lettre de saisine, le Conseil d'Etat estime que celui-ci devrait se lire comme suit:

*„Projet de loi relative à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé à Luxembourg“.*

En outre, il se demande si cet intitulé n'est pas incomplet dans la mesure où le projet de loi sous avis comporte une modification de l'annexe de la loi du 10 décembre 1975 portant création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg. Le Conseil d'Etat doit admettre que, d'après les auteurs du projet de loi, certains terrains sont transférés à l'établissement public CRP-Santé pour lui permettre de remplir ses missions à l'instar de l'article 2 de la loi du 10 décembre 1975 en ce qui concerne le Centre hospitalier de Luxembourg. Si tel a été le cas, l'intitulé du projet de loi sous avis doit en tenir compte et il en résultera, le cas échéant, une modification, voire une adaptation de l'article 7 du règlement grand-ducal susmentionné du 18 avril 1988.

Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il de compléter l'intitulé de la façon suivante: *„et portant modification de l'annexe à la loi du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'Hôpital Municipal“*. Une telle démarche est de nature à faciliter les travaux de recherche à entreprendre à l'avenir.

#### *Article 1er*

Le Conseil d'Etat propose la teneur suivante:

**„Art. 1er.**– Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé sur le site du Centre hospitalier de Luxembourg.“

#### *Articles 2 et 3*

Sans observation.

#### *Article 4*

Cet article se lira comme suit:

**„Art. 4.**– Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.“

#### *Article 5*

Cet article est à compléter *in fine* par la phrase suivante:

*„La parcelle 40/5384 est réinscrite au nom de l'établissement public Centre de Recherche Public-Santé au cadastre de la commune de Luxembourg, section HoF de Merl-Nord“.*

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 mars 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES